



Grève du 1er février : un avertissement lancé au gouvernement

Avec une moyenne de 40 % de grévistes sur le territoire, les enseignant-es du premier degré lancent un avertissement au gouvernement. Avec 65% de grévistes à Paris, plus de 50% dans le Val de Marne, la Drôme, l'Ardèche ou encore dans les Pyrénées Atlantique, la mobilisation est très suivie dans certains départements. Des centaines d'écoles seront fermées jeudi 1er février dans tout le pays en raison de cette mobilisation.

Alors que la profession alerte massivement sur le quotidien, la souffrance au travail ainsi que sur le manque de reconnaissance notamment salariale, le gouvernement reste sourd. La situation s'est aggravée avec la nomination d'une ministre à temps partiel qui s'est discréditée dès ses premières prises de parole en attaquant l'école publique, laïque et gratuite. Cela souligne le niveau de mépris avec lequel le président de la République et le premier ministre traitent les personnels du service public d'éducation.

Pourtant, selon la dernière note de la DEPP sur le bien-être au travail des personnels enseignants, la satisfaction professionnelle se situe à un niveau inférieur à celui des Français en emploi. Les perspectives de carrière et leur niveau de rémunération constituent des sources d'insatisfaction marquées.

Depuis plusieurs années, l'école est en crise. Les conditions de travail, pour les personnels, et d'apprentissage, pour les élèves, se sont dégradées.

L'inclusion se fait sans moyens, les enseignantes et enseignants ne sont plus remplacés et à la rentrée 2024, la suppression de 650 postes dans le premier degré conduira à de multiples fermetures de classes sur tout le territoire.

Dans le même temps, le « choc des savoirs » réaffirmé par G. Attal constitue par ses différentes mesures une attaque fondamentale contre l'école et le métier enseignant.

Avec la profession, la FSU-SNUipp revendique des moyens pour que les personnels puissent exercer leur métier sereinement. Elle continue de porter un projet émancipateur pour l'école qui permette à tous les élèves de réussir. Ce message sera porté le 1er février dans la rue et lors des mobilisations à venir.

Paris, le 30 janvier 2024